
PIERRE ASTIÉ
DOMINIQUE BREILLAT
CÉLINE LAGEOT*

REPÈRES ÉTRANGERS

(1^{er} AVRIL – 30 JUIN 2024)

135

ALLEMAGNE

9 juin 2024. **Élections européennes.** Ces élections font figure de premier test pour le mouvement de Sahra Wagenknecht, dissidente de Die Linke.

Le scrutin est marqué par la victoire de la CDU-CSU, qui obtient 30,0 % des voix et 29 des 96 sièges, la progression à nouveau de l'AfD qui, avec 15,9 % des suffrages et 15 élus, devient la deuxième force politique, un nouveau recul des sociaux-démocrates, avec 13,9 % et 14 élus. Se plaçant après les Verts (11,9 % et 12 élus), l'Alliance Sahra Wagenknecht atteint 6,2 % et 6 élus, devant Die Linke, qui n'a que 2,7 % et 3 élus. La participation a été de 64,8 %.

Le clivage entre l'Est et l'Ouest du pays s'accroît.

AUTRICHE

9 juin 2024. **Élections européennes.** Le Parti de la liberté, extrême droite, est en tête, en progression de huit points avec 25,4 % des voix et 6 des 20 élus, devant les conservateurs du Parti populaire, en recul de dix points avec 24,5 % et 5 élus. La participation a été de 56,3 %.

BELGIQUE

9 juin 2024. **Élections législatives.** C'est une lourde défaite pour le Premier ministre, Alexander De Croo, dont le parti libéral Open VLD, avec 5,4 % et 7 des 150 sièges, tombe au sixième rang des formations flamandes. À la tête de la coalition dite Vivaldi depuis le 1^{er} octobre 2020, il annonce sa démission, remise officiellement le 10 juin.

* Centre d'études et de coopération juridique interdisciplinaire-Université de Poitiers (CECOJI-UP) – EA 7353.

Bart De Wever, 53 ans, bourgmestre d'Anvers, Nouvelle alliance flamande (N-VA), parti de centre droit parvenu en tête avec 16,7 % et 24 élus, est nommé informateur le 12 juin et préformateur le 26 juin.

9 juin 2024. **Élections européennes.** Président du Conseil européen, non rééligible, Charles Michel est chargé de conduire la liste du Mouvement réformateur à ces élections. Mais, le 26 janvier, il annonce y renoncer, pour ne pas être contraint de renoncer à sa fonction actuelle.

136 Pour la première fois, les jeunes à partir de 16 ans peuvent voter.

Intérêt flamand est en première position avec 14,5 % des voix et 3 des 22 sièges, devant notamment le N-VA, avec 14,0 % et 3 élus et le Mouvement réformateur avec 12,6 % et 3 élus. La participation a été de 89,8 %.

CORÉE DU SUD

10 avril 2024. **Élections législatives.** L'opposition de centre gauche emmenée par Lee Jae-myung, malgré sa deuxième place avec 26,7 % des voix, obtient 174 des 300 sièges grâce au système mixte. C'est un échec pour le président Yoon Seok-yul dont le parti de droite, Pouvoir au peuple, parvenu en tête avec 36,7 % des suffrages, n'a que 108 élus. La participation a été de 67,0 %.

On compte plus d'un quart de députés catholiques alors que les adeptes de cette religion ne représentent que 11 % de la population.

Le lendemain, le Premier ministre, Han Duck-soo, 75 ans, indépendant, en fonction depuis le 20 mai 2022, présente sa démission.

ÉQUATEUR

21 avril 2024. **Référendum.** Les citoyens se prononcent en faveur de neuf des onze projets soumis à leur vote par le président Noboa, qui portent notamment sur l'intervention des forces armées dans la lutte contre le narcotrafic, l'augmentation des peines pour les crimes et délits liés au crime organisé et la possibilité d'extrader les Équatoriens (essentiellement vers la justice américaine). Les défenseurs des droits fondamentaux alertent sur cette dérive sécuritaire.

ESPAGNE

9 juin 2024. **Élections européennes.** Le parti d'extrême droite Vox est mené par Jorge Buxadé, 48 ans, avocat de l'État à Barcelone, ancien phalangiste, anticatalaniste.

Le Parti populaire est en tête avec 34,2 % des suffrages et 22 des 61 sièges, devant le PSOE du Premier ministre, qui résiste bien avec 30,2 % et 20 élus, tandis que Vox suit avec 9,6 % et 6 élus. La participation a été de 49,2 %.

ÉTATS-UNIS

Avril-juin 2024. **Élections primaires et caucus.** Le 2 avril, dans le Wisconsin, le scrutin est marqué chez les démocrates par des milliers de votes « *uninstructed* » (non engagés), afin de remettre en cause la politique du président Biden à l'égard d'Israël.

Le 27 avril, lors du dîner des correspondants de la Maison Blanche, Joe Biden ironise : « Et oui, l'âge est un sujet... Je suis un adulte qui se présente contre un enfant de 6 ans. »

Ancienne candidate à la primaire républicaine, et très critique à l'égard de Donald Trump, Nikki Haley se

rallie malgré tout à l'ancien président le 22 mai.

Le 27 juin, un débat oppose, en Caroline du Nord, Joe Biden à Donald Trump. En raison de défaillances physiques, le président en exercice de 81 ans est dominé par son prédécesseur de 78 ans, qui lance insultes et mensonges. Le maintien de la candidature du premier est posé par certains. Mais Joe Biden rejette tout retrait, encouragé fortement à cela par son épouse, Jill Biden.

2, 9 et 11 avril, 1^{er} mai et 13 juin 2024. **Avortement. Fécondation in vitro.** Le 2 avril, le président Biden qualifie de « scandaleuse » une décision de la Cour suprême de Floride qui autorise l'entrée en vigueur d'une loi interdisant l'avortement au-delà de six semaines de grossesse.

Le 9 avril, la Cour suprême de l'Arizona déclare applicable une loi de 1864 sur l'avortement qui l'interdit dans la quasi-totalité des cas. Mais deux sénateurs républicains rompent avec la discipline de parti pour permettre son abrogation le 1^{er} mai.

Selon une étude du Pew Research Center, publiée le 11 avril, 61 % des catholiques américains sont favorables à la légalisation de l'avortement.

Le 13 juin, la Cour suprême, à l'unanimité, garantit l'accès des Américaines à la mifépristone, pilule utilisée pour près des deux tiers des avortements, mettant ainsi en échec le recours de médecins anti-IVG visant à proscrire sa vente en ligne.

15, 23, 25 avril, 13, 20, 28, 30 mai 2024. **Ancien président.** Le 15 avril s'ouvre à New York le procès de Donald Trump, accusé d'avoir falsifié des documents comptables pour empêcher la révélation de sa liaison avec l'ex-actrice

pornographique Stormy Daniels. L'ancien président qualifie son procès d'« attaque contre l'Amérique ».

Le 23 avril, David Pecker, patron du tabloïd *Enquirer*, y révèle avoir acheté des scoops gênants pour Donald Trump afin de les étouffer.

Le 13 mai, l'avocat Michael Cohen détaille les mécanismes de protection pour éviter les révélations. La défense de Trump n'est pas parvenue à le déstabiliser.

Le 30 mai, l'ancien président est reconnu coupable de falsification de documents. Dès le lendemain, il s'en prend à la justice lors d'une conférence de presse.

GÉORGIE

27 juin 2024. **LGBT+.** Le Parlement adopte en première lecture, par 78 voix contre 0 (l'opposition ayant boycotté le scrutin), un projet de loi sur la « protection des valeurs familiales et des mineurs », ainsi que des amendements à dix-huit lois privant les minorités sexuelles de leurs droits. La Commission de Venise avait appelé en vain à « reconsidérer entièrement la proposition ». Alors que la société civile souhaite intégrer l'Union européenne, les dirigeants ne cessent de se rapprocher de Moscou.

INDE

19 avril-1^{er} juin 2024. **Élections législatives.** Au lendemain d'une victoire moins forte qu'espérée, Narendra Modi, réélu dans sa circonscription de Varanasi, ville sainte de l'hindouisme, doit négocier avec les chefs régionaux pour conserver le pouvoir.

Le Parti du peuple indien (BJP) obtient 36,6 % des voix et 240 des 543 sièges,

contre 21,2 % et 99 élus au Congrès national indien (INC), 4,6 % et 37 élus au Parti socialiste (SP), ainsi que 4,4 % et 29 élus au Congrès Trinamool de l'Inde (AITC).

L'Alliance démocratique nationale, conduite par le parti du Premier ministre, a 293 sièges au total, contre 234 à l'« INDIA », Alliance inclusive de la nation indienne pour le développement (composée notamment de l'INC, du SP et d'AITC). La participation a été de 65,8 %.

Après avoir formé un nouveau gouvernement sans changement majeur, Narendra Modi lance à l'opposition, le 24 juin, un appel au « consensus ».

IRAN

19 mai et 28 juin 2024. **Président. Élection présidentielle.** Le 19 mai, le président Ebrahim Raïssi, 63 ans, conservateur, en fonction depuis le 3 août 2021, et le ministre des Affaires étrangères, Hossein Amir Abdollahian, 60 ans, meurent dans le crash d'un hélicoptère vieux de trente ans à Khunirud, près de Tabriz, dans une région montagneuse du nord-ouest du pays. Mohammad Mokhber, 68 ans, indépendant, premier vice-président, et Ali Bagheri Kani, 57 ans, diplomate, assurent l'intérim.

Le décès du président Raïssi contraint à reconsidérer la succession du Guide suprême, pour laquelle il était pressenti. On parle de Mojtaba Khamenei, 55 ans, fils de l'actuel Guide.

Une foule immense assiste aux obsèques à Téhéran, le 22 mai.

Ancien président populiste et ultra-conservateur, Mahmoud Ahmadinejad, 67 ans, souhaite concourir à l'élection présidentielle mais n'est pas qualifié. Six conservateurs et un réformateur sont sélectionnés sur les soixante candidatures

examinées par le Conseil des gardiens de la Constitution.

Au premier tour, le 28 juin, le réformateur Massoud Pezeshkian, député et ancien ministre de la Santé, obtient 44,4 % des voix, contre 40,4 % au conservateur Saïd Jalili. La participation a été de 39,9 %. Le second tour aura lieu le 5 juillet.

IRLANDE

8 avril 2024. **Premier ministre.** À la surprise générale, Leo Varadkar, 45 ans, médecin, Fine Gael, chef du gouvernement du 14 juin 2017 au 27 juin 2020 et, soutenu par une coalition Fine Gael-Fianna Fáil-Verts, depuis le 17 décembre 2022, présente sa démission. Simon Harris, 37 ans, journaliste, Fine Gael, après avoir été élu par le Parlement par 88 voix contre 69, est nommé Premier ministre par le chef de l'État. À la tête de la même coalition, il nomme un cabinet sans changement dans les portefeuilles majeurs.

7 juin 2024. **Élections européennes.** L'Irlande est un des rares pays sans parti antieuropéen.

Le Fine Gael, centre droit, obtient 20,8 % des voix et 4 des 14 sièges, le Fianna Fáil, centre droit, 20,4 % et 4 élus, le Sinn Féin, centre gauche, 11,1 % et 2 élus. Les Verts, avec 5,4 %, n'ont pas d'élu. La participation a été de 50,6 %.

ISRAËL

7 et 26 avril, 9 et 17 juin 2024. **Premier ministre.** Le 7 avril, plusieurs milliers de personnes manifestent devant la Knesset, pour presser le gouvernement de conclure un accord avec le Hamas.

Dans un message publié le 26 avril sur le réseau social X, le Premier ministre,

craignant d'être placé sous mandat d'arrêt international, déclare qu'« Israël n'acceptera jamais aucune tentative de la CPI de porter atteinte à son droit inhérent à la légitime défense ».

Le 9 juin, Benny Gantz, 65 ans, membre sans portefeuille du cabinet de guerre depuis le 11 octobre 2023, annonce sa démission et demande des élections. Le 17 juin, Benyamin Netanyahu dissout le cabinet de guerre afin d'empêcher les ministres d'extrême droite Itamar Ben-Gvir, 48 ans, Force juive, et Bezalel Smotrich, 44 ans, Sionisme religieux, de le rejoindre.

ITALIE

8-9 juin 2024. **Élections européennes.** Le 15 avril, le Parti démocrate présente sa liste dans un climat très tendu à gauche. La présidente du Conseil, Giorgia Meloni, mène celle de Fratelli d'Italia, mais n'occupera pas de siège si elle est élue.

Fratelli d'Italia l'emporte avec 28,8 % et 24 des 76 sièges, devant le Parti démocrate, avec 24,1 % et 21 élus, le Mouvement 5 étoiles, avec 10,0 % et 8 élus, Forza Italia, avec 9,6 % et 8 élus, la Ligue, avec 9,0 % et 8 élus, et l'Alliance des Verts et de la gauche, avec 6,8 % et 6 élus. La participation a été de 48,3 %.

Giorgia Meloni sort renforcée du scrutin.

PALESTINE

Avril-juin 2024. **Israël. Gaza.** Début avril, cent trente-trois otages sont encore détenus par le Hamas. D'après l'armée israélienne, trente-quatre sont morts.

Pour la première fois, des vivres entrent par le nord de Gaza entre le 14 et le 16 avril.

Le 18 avril, les États-Unis mettent leur veto à la demande d'adhésion de

la Palestine en tant que membre à part entière des Nations unies. Deux États seulement – Royaume-Uni et Suisse – se sont abstenus.

Le 16 mai, réunis à Manama, au Bahreïn, les vingt-deux pays membres de la Ligue arabe demandent la reconnaissance de l'État palestinien et l'organisation d'une conférence de paix sous l'égide des Nations unies, avec des forces onusiennes dans les territoires occupés.

Le 20 mai, le procureur de la Cour pénale internationale requiert des mandats d'arrêt visant Benyamin Netanyahu et son ministre de la Défense, Yoav Gallant, pour des crimes contre l'humanité dans la bande de Gaza, et trois dirigeants du Hamas, accusés d'« extermination », de « viol et autres formes de violences sexuelles » et de « prise d'otages en tant que crimes de guerre ».

Le 24 mai, la Cour internationale de justice considère qu'« Israël doit arrêter immédiatement son offensive militaire [...] à Rafah ».

Le 31 mai, le président Biden présente une « feuille de route pour un cessez-le-feu durable » en trois phases. Le Hamas la juge « positive ». La première phase prévoit un cessez-le-feu provisoire de six semaines, la libération des otages les plus vulnérables contre celle de centaines de Palestiniens en Israël et une aide humanitaire massive ; en échange, l'armée israélienne se retirerait des « zones densément peuplées du territoire ». Au cours de la deuxième phase, les soldats détenus par le Hamas seraient libérés et les forces israéliennes se retireraient totalement de l'enclave, permettant une « cessation permanente des hostilités ». La troisième phase mettrait en œuvre un plan de reconstruction de la bande de Gaza.

Benjamin Netanyahu serait cependant sous la menace de ses ministres d'extrême droite s'il cessait les hostilités.

Le 8 juin, un raid israélien permet la libération de quatre otages mais fait une centaine de victimes palestiniennes.

Le 10 juin, une résolution de soutien aux grandes lignes de la feuille de route en trois phases est adoptée à la quasi-unanimité par le Conseil de sécurité des Nations unies. Seule la Russie s'est abstenue, sans user pour autant de son droit de veto.

140 28 mai, 4 et 21 juin 2024. **Reconnaissance.** Après quatre États des Antilles (Barbade, Jamaïque, Trinidad et Tobago, Bahamas), l'Irlande, la Norvège et l'Espagne reconnaissent l'État de Palestine le 28 mai, suivis le 4 juin par la Slovaquie et le 21 par l'Arménie, ce qui porte à cent quarante-sept le nombre total de reconnaissances.

PAYS-BAS

15 mai 2024. **Gouvernement.** Il aura fallu sept mois de discussions pour aboutir à un accord sur la formation d'un gouvernement dirigé par Dick Schoof, 67 ans, ancien membre des travaillistes se disant sans parti, haut fonctionnaire pragmatique. La coalition va de l'extrême droite (Parti pour la liberté) au centre droit (Parti populaire pour la liberté et la démocratie, Nouveau Contrat social), en passant par le Mouvement agriculteur citoyen. Il y aura cinq ministres d'extrême droite, dont un en charge de l'immigration.

Avant même d'être entré officiellement en fonction, le gouvernement connaît déjà sa première crise avec le retrait, le 13 juin, du ministre de l'Asile et de la Migration, le député d'extrême

droite Gidi Markuszower, 46 ans, ancien porte-parole du Likoud aux Pays-Bas, soupçonné par les services secrets d'avoir renseigné le Mossad dès 2018.

6 juin 2024. **Élections européennes.** La coalition de la Gauche verte et du Parti du travail arrive en tête avec 21,1 % et 8 des 31 sièges, devant le Parti pour la liberté de Geert Wilders, extrême droite, avec 17,0 % et 6 élus, et le Parti populaire pour la liberté et la démocratie, centre droit, qui obtient 11,3 % et 4 élus. La participation a été de 46,2 %.

Même si elle n'obtient pas la première place, l'extrême droite obtient un résultat inédit.

POLOGNE

6 mai 2024. **Union européenne. État de droit.** La Commission européenne annonce son intention de mettre fin à la procédure de « l'article 7 » activée pour la première fois contre la Pologne en 2017, considérant qu'il n'existe plus de risque clair de violation de l'État de droit.

28 mai 2024. **CEDH.** La Cour européenne des droits de l'homme juge à l'unanimité que les lois de 2016 sur la police et le terrorisme étaient en violation de l'article 8 de la Convention, relatif au droit au respect de la vie privée et familiale.

9 juin 2023. **Élections européennes.** La liste de Droit et justice est menée dans la circonscription autour de Cracovie par Beata Szydło, Première ministre de 2015 à 2017.

La Coalition civique arrive en première position avec 37,1 % des voix et 21 des 53 sièges, devant de peu Droit et justice, avec 36,21 % et 20 élus, puis Confédération, extrême droite, qui crée

la surprise avec 12,1 % et 6 élus. La participation a été de 40,7 %.

Si les proeuropéens sont en tête, l'extrême droite fait une percée.

PORTUGAL

9 juin 2024. **Élections européennes.** Le Parti socialiste est en tête avec 32,1 % des suffrages et 8 des 21 sièges, devant l'Alliance démocratique incluant le Parti social-démocrate, au pouvoir, avec 31,1 % et 7 élus. Chega, extrême droite, malgré sa troisième position, se retrouve loin derrière, avec 9,8 % et 2 élus. La participation a été de 36,5 %.

L'extrême droite est en échec.

ROYAUME-UNI

22 mai 2024. **Dissolution. Élections législatives.** Le Premier ministre annonce le 22 mai des élections anticipées qui auront lieu le 4 juillet. Le 13 juin, les travaillistes dévoilent leur programme, qui prévoit en particulier d'abandonner le projet d'expulsion de migrants au Rwanda. Ils ont mis à l'écart l'ancien leader Jeremy Corbyn et la gauche du parti.

L'extrême droite menée par Nigel Farage progresse dans les sondages, au détriment notamment des conservateurs.

Le système de santé publique est au cœur de la campagne.

RUSSIE

25 juin. **CEDH.** Allant dans le sens des requêtes déposées par l'Ukraine en 2014 et en 2018, la Cour européenne des droits de l'homme condamne la Russie pour sa politique répressive en Crimée, jugeant à l'unanimité que quatorze articles de la Convention ont été violés, notamment ceux relatifs au droit à la vie, au respect de la vie privée et à la liberté d'expression.

TOGO

19 avril 2024. **Révision constitutionnelle.** Les députés adoptent, par 87 voix contre 0, une révision constitutionnelle qui prévoit, entre autres, l'instauration d'un régime parlementaire avec élection d'un président du Conseil des ministres par le Parlement, ce qui permettra de contourner la limitation du nombre de mandats présidentiels pour Faure Gnassingbé, qui devrait devenir président du Conseil. Cette disposition pourrait inspirer d'autres chefs d'État africains en vue de se maintenir au pouvoir.

UKRAINE

Avril-juin 2024. **Russie.** Le président Zelensky demande, le 18 avril, que l'Ukraine soit défendue avec autant d'efficacité qu'Israël.

Le 6 mai, les présidents français et chinois appellent à une « trêve olympique ».

À la suite de la visite surprise du secrétaire d'État américain, le 15 mai, Kiev est autorisé à bombarder le sol russe avec des armes américaines.

Les 15 et 16 juin se tient, à Lucerne, un sommet pour la paix en Ukraine, en l'absence d'une Russie qui exige l'abandon de 25 % de son territoire par Kiev. Les pays du Sud ne veulent toujours pas prendre position. Si soixante-dix-neuf États signent une déclaration appelant au respect de l'intégrité territoriale, parmi eux ne se trouve aucun BRICS.

Le 27 juin, en visite à Bruxelles, le président Zelensky signe un accord de sécurité avec l'Union européenne.

UNION EUROPÉENNE

3 mai 2024. **CJUE.** La Cour de justice de l'Union européenne publie son

rapport annuel 2023 : 2 092 affaires ont été traitées et 1 687 résolues ; la durée moyenne des procédures est de 17,2 mois.

6-9 juin 2024. **Élections européennes.** Si les conservateurs sont toujours en tête, l'extrême droite progresse dans la plupart des États membres. La gauche, quant à

elle, améliore ses résultats en Europe du Nord.

Après le départ de sept députés tchèques, Renew Europe tombe à la cinquième place, derrière les nationalistes d'ECR.

Les sept cent vingt députés se répartissent en huit groupes.

Résultats des élections européennes par groupe politique

Participation		51,05 %	
Partis	%	sièges	
Parti populaire européen (PPE)	26,11	188 (+ 6)	
142 Alliance progressiste des socialistes et démocrates (S&D)	18,89	136 (- 18)	
Patriotes pour l'Europe	11,67	84 (+11)	
Conservateurs et réformistes européens (ECR)	10,83	78 (+ 16)	
Renew Europe	10,69	77 (- 31)	
Les Verts/Alliance libre européenne (Les Verts/ALE)	7,36	53 (- 21)	
Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique (GUE/NGL)	6,39	46 (+ 5)	
L'Europe des nations souveraines (ESN)	3,47	25	
Non-inscrits	4,58	33 (- 24)	

13 juin 2024. **Hongrie. CJUE. Asile.** La Cour de justice condamne la Hongrie à 200 millions d'euros d'amende et à un million d'euros d'astreinte par jour, pour ne pas s'être mise en conformité avec le droit de l'Union en matière d'asile.

17 et 27 juin 2024. **Commission européenne. Conseil européen.** Les vingt-sept chefs d'État et de gouvernement se réunissent le 17 juin, pour évoquer la candidature d'Ursula von der Leyen à la présidence de la Commission, sans se prononcer formellement. Les sociaux-démocrates veulent la désignation du Portugais António Costa à la présidence du Conseil.

Le 27 juin, Ursula von der Leyen, 65 ans, est à nouveau proposée comme présidente de la Commission, fonction qu'elle exerce depuis le 1^{er} décembre 2019,

et Kaja Kallas, 47 ans, Première ministre d'Estonie, est proposée comme haute représentante pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. Leurs candidatures devront être approuvées par le Parlement européen. Le Portugais António Costa, 62 ans, est nommé président du Conseil européen, ce qui sera effectif le 1^{er} décembre. Giorgia Meloni n'a soutenu aucune des propositions.

ET AILLEURS

9 avril. La CEDH rend un arrêt historique en condamnant la Suisse pour inaction climatique (art. 8 de la Convention).

6 mai. Le général Mahamat Idriss Déby, 40 ans, est élu dès le premier tour, avec 61 % des voix, président de la République du Tchad.

13 mai. Le Slovène Marko Bošnjak, 50 ans, professeur de droit, est élu président de la CEDH.

29 mai. Perdant, pour la première fois en trente ans, la majorité absolue au Parlement sud-africain, l'ANC est contraint de former un gouvernement de coalition avec le principal parti d'opposition.

1^{er} juin. Halla Tómasdóttir, 55 ans, femme d'affaires indépendante, est élue, avec 34 % des voix, présidente de la République d'Islande.

2 juin. Claudia Sheinbaum Pardo, 61 ans, ancienne maire de Mexico, parti présidentiel Morena, est élue, avec 61 % des voix, présidente des États-Unis mexicains.

9 juin. Aux élections européennes, l'extrême droite des Vrais Finlandais subit un échec certain, perdant plus de la moitié des voix obtenues en 2019.

En Hongrie, le scrutin est marqué par la percée de Péter Magyar, désormais principal opposant à Viktor Orbán.

